

<https://www.snetap-fsu.fr/Le-Président-Macron-au-Salon-Terres-de-Jim-l-essentiel-du-discours-sur-l.html>



Le Président Macron au Salon Terres de Jim : l'essentiel du discours sur l'agriculture et le défi du renouvellement des génération sur fond de changement climatique



Date de mise en ligne : dimanche 11 septembre 2022

- Nos Actions - Les Mobilisations -

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Ce vendredi 9 septembre le Secrétariat Général du SNETAP-[FSU](#) était présent sur les Terres de Jim, salon annuel des [JA](#) qui se tenait dans le Loiret, avec la présence en après-midi du Président Macron.

[<https://www.snetap-fsu.fr/local/cache-vignettes/L400xH300/photo-2022-09-09-17-34-49-a0414.png>]

Le Président a lancé un « appel à la mobilisation générale face au mur démographique pour assurer le renouvellement des générations en agriculture, afin de garantir pour l'avenir notre souveraineté alimentaire sur fond d'adaptation au changement climatique ».

Il a parlé d'une « accélération » démographique... ce qui constitue une double falaise avec les transitions à conduire au regard du dérèglement climatique. Il fait état de la nécessité d'un « réveil collectif profond » et d'une volonté de ne pas se résigner à « gérer le quotidien comme une succession de crise ».

L'analyse du SNETAP-[FSU](#) : Voilà 5 longues années passées à attendre en vain, si ce n'est une prise de conscience, en tout cas la volonté de s'attaquer de front à cette question du renouvellement des générations d'agriculteurs partant en retraite... 5 ans de perdus « à regarder ailleurs », même si c'est au pied du mur « démographique » qu'on voit assurément le mieux le mur ! Alors oui, il est grand temps d'avoir un plan et un peu de courage politique pour tenter de renverser la donne...

Il a aussi insisté sur la nécessité de mieux rémunérer les producteurs, car faute de revenu à la hauteur, les exploitations vont continuer à fermer et les jeunes ne s'installeront pas... Il s'est engagé à faire appliquer avec fermeté Egalim 2 (jusqu'aux sanctions) et à continuer de mobiliser les transformateurs et les distributeurs (saluant Lidl dont le PDG était dans la salle, qui s'engage en ce moment sur le prix du lait)... sachant si cette mobilisation est insuffisante, après évaluation il se dit prêt à de nouveaux changements (à quand Egalim 3 ?). Il rappelle enfin que l'alimentation a un coût et que nos compatriotes doivent l'entendre, même si la période actuelle est difficile économiquement.

Il entend ici proposer un pacte d'avenir agricole, qui sera construit en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés dans les 6 mois pour aboutir à une loi d'orientation présentée au parlement à l'automne 2023. Il va s'agir de tracer un plan, d'établir une feuille de route pour que le monde agricole se donne les bons instruments et de la lisibilité, pour cela 4 leviers :

1- orientation / formation

Il fait d'abord mention de la nécessité de continuer efforts information / orientation - appel aux professionnels pour aller dans les écoles pour parler de ces métiers passion qui sont les leur...

Puis il dit clairement que nous avons besoin de consolider l'enseignement agricole.

Il annonce :

- 20 millions issus du fond de compétences France 2030 pour « développer des formations dans des domaines

comme l'hydraulique, la robotique et soutenir l'innovation pédagogique ».

- la création d'un statut d'expert associé dans l'enseignement agricole comme dans les lycées professionnels pour donner un appui aux professeurs via des compétences extérieures, ce qui permettra également de « trouver plus facilement des maîtres de stage pour accueillir les apprentis »
- la mise en place d'un réseau d'incubateurs d'entreprise via les lycées agricoles, les chambres d'agriculture...

Il confirme que les efforts à consentir vont se traduire dès le [PLF 2023](#), sachant qu'à partir du moment où l'enseignement agricole a plus d'inscrits, ces moyens budgétaires doivent augmenter. L'EA doit pouvoir disposer « de plus de monde » pour accueillir en conséquence (60 millions - somme à confirmer).

L'analyse du SNETAP-FSU : Après 4 années de purge... avec plus de 200 emplois supprimés dans l'Enseignement Agricole, cela en dépit d'une augmentation des effectifs sur les deux dernières années et de défis sociétaux majeurs à relever, le Président Macron accepte enfin l'idée que sans renforcer les établissements d'enseignement et de formation agricole on court collectivement à la catastrophe... Il était temps... et il ne faudra pas que l'ambition retrouvée se résume à des formations en robotique !

Il va falloir juger aux actes, car si plusieurs dizaines de millions en plus semblent annoncés dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2023, faut-il encore que cela se traduise par un schéma de création d'emplois ambitieux, à plus forte raison car il va falloir en plus réparer ce qui a été abîmé, les conditions d'accueil et d'apprentissage ayant été fortement dégradées, et les personnels toujours plus précarisés durant le quinquennat précédent. Et ce n'est certainement pas « d'experts associés », autrement dit des professionnels du monde agricole - porteurs sinon défenseurs de leur vision propre de l'agriculture - dont les enseignants et les élèves auraient besoin, pas plus d'ailleurs que d'une nouvelle « révolution » autoproclamée de l'enseignement professionnel renvoyant 50% de celui-ci dans les mains d'entreprises dont ce n'est pas la vocation, mais de dotations confortées pour délivrer les formations de haut niveau qu'exigent les nécessaires transitions en regard du changement climatique !

A cette heure en tout cas, vu du Ministère de l'Agriculture comme de la [DGER](#), toujours aucune initiative en matière de prospective comme de planification afin de former davantage et d'installer in fine, pas plus que de mission prioritaire d'ingénierie en vue de penser les « métiers verts » de demain... faute de moyens et de volonté politique assurément ! Il y a pourtant urgence à conduire les études fines qui s'imposent à l'échelle chacune des [régions](#) et de l'ensemble des filières de production pour anticiper des ouvertures de places en nombre tant en formation initiale scolaire qu'en apprentissage et en formation continue pour adulte.

L'outil public d'enseignement ([LPA](#) / [LEGTA](#) / SUP) et de formation agricole ([CFA](#) / [CFPPA](#)) constitue un levier de puissance public majeur, seul à même de permettre à la fois le renouvellement des générations en agriculture et les nécessaires transitions. Pour ce faire, il est impératif de remettre à plat les financements et missions de nos exploitations et ateliers technologiques. Un incubateur d'entreprise (couveuse ou espace-test) par [EPLEFPA](#), c'est possible si les moyens suivent, et cela sur l'ensemble du territoire national fort du maillage territorial unique hérité de la période Pisani. Le Président et le Parlement seront-ils à la hauteur de cette nouvelle mobilisation nécessaire du monde agricole et de son appareil public de formation ? Ce qui est sûr c'est que le SNETAP-FSU et la [CGT Agri](#), avec le Comité de Défense et de Développement de l'[EAP](#), vont peser pour que la loi d'avenir agricole annoncée ne soit pas un nouveau rendez-vous manqué !

2 - La transmission d'exploitation à améliorer

= il va s'agir de "renforcer le dialogue entre les générations" / construire les bons instruments.

3 - Installation - Foncier - Accès à la terre

= il faut arriver à "abaïsser le ticket d'entrée" pour les jeunes voulant s'installer.

Il s'engage sur :

- la création d'un fond « entrepreneurs du vivant » avec 400 millions d'euros comme mise de fond / travail à conduire en commun avec les Régions qui vont devoir investir dans le portage foncier afin de lisser les coûts à l'installation (via un organisme para-public) / fond différencié selon les régions / chambres d'agriculture = rôle clé afin de simplifier la transmission
- la mise en place d'un réseau France installation en agriculture (avec les chambres, les régions, départements, mairies...) dans le cadre de la nouvelle [PAC](#) et de la hausse des fonds à l'installation confiés aux Régions

Il conclut en disant : « et si il faut investir plus on le fera ».

4 - Adaptation nécessaire aux transitions liées au dérèglement climatique

= conduire cette nouvelle révolution agricole du vivant et de la connaissance

L'objectif est de donner de la visibilité sur les adaptations de pratiques et les changements de modèle à consentir pour que les exploitations soient viables à 20/30 ans, avec un accompagnement par les pouvoirs publics / pour une installation réussie = réussir à penser les transitions (régénérer les sols, repenser l'irrigation...).

Pour ce faire, 3 orientations :

- continuer de mobiliser la recherche (INRAE...)
- développer avec les chambres d'agriculture un « stress test climatique » au moment du projet de reprise d'exploitation
- inventer un système de rémunération du « carbone farming » - puits de carbone en agriculture

L'analyse du SNETAP-FSU : Oui mais voilà, au fil de ce discours macronien, avec au premier rang la présidente de la [FNSEA](#), force est de constater que le « en même temps » est toujours de mise, car tout en appelant à l'adaptation des modèles d'exploitation face au dérèglement climatique, le Président s'engage à « aller au bout des bassines », redit qu'il en a « assez de l'agribashing » (slogan-paravent FNSEA/[JA](#) qui a déjà fait ses preuves pour couper court à toute critique), souligne qu'« il faut tous les modèles d'agriculture » (comme s'ils se valaient tous) et renvoie « les mesures écologiques jouant contre la production agricole à une faute nous conduisant à la perte de notre souveraineté alimentaire » (susitant ainsi les applaudissements d'une salle acquise).

Mais après tout, il est tout simplement en phase avec le partenaire du « Pôle agro-écologie » de ce salon des Jeunes Agriculteurs, où il aura bientôt son rond de serviette n'en doutons pas... Allez... morceaux choisis : « SEMAE, l'interprofession des semences et des plants qui vous parle de recherche génétique ; YARA, fabricant d'engrais qui apporte son expertise en terme d'optimisation et de gestion efficiente des campagnes d'engrais ; PHYTEIS, organisation professionnelle fédérant 19 entreprises mettant en marché des solutions de protection des plantes à usage agricole, qui organise un chamboule-tout pour lutter contre les idées reçues sur l'utilisation des produits

phytosanitaires ; sans oublier l'espace réservé à la méthanisation ou encore celui dédié à la présentation du label HVE » (source : guide du visiteur des Terres de Jim en Beauce - 8ème édition sept. 2022).

Bref, à n'en pas douter, comme le disait Emmanuel Macron... « ce nouveau quinquennat sera écologique ou ne sera pas ».